

8 février 2017 revue de presse	2
8 février 2017 revue thématique DD	4

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

08 FEV. 2017

sports / divers

TENNIS. Circuit des « Raquettes La Dépêche du Midi/BNP Paribas ». L'édition 2017 a officiellement été lancée hier soir dans nos locaux.

Petits et grands repartent à l'attaque

l'essentiel

Le circuit principal a démarré depuis le 27 janvier à Blagnac et comprend vingt tournois. Menu identique chez les 13/14 ans, avec deux étapes qui ont déjà pris fin.

Cette fois, la compétition a officiellement démarré.

L'an passé, le lancement des « Raquettes La Dépêche du Midi/BNP Paribas » et du circuit jeunes 13/14 ans « La Dépêche du Midi » avait eu lieu début mars à la Ligue Midi-Pyrénées lors des Internationaux de Toulouse-Balma (ITF). Mais hier soir, pour ce nouveau cru, Éric Laffont (directeur des relations extérieures de La Dépêche du Midi) et Éric Gabarrot (responsable de la promotion) ont repris leurs bonnes habitudes en recevant au siège de notre journal les présidents de club concernés par cette édition 2017.

Sept départements représentés

« Une fois de plus, je tiens à remercier tous les bénévoles, sans quoi rien ne serait possible », soulignait Pierre Doumayrou, président de la Ligue Midi-Pyrénées. « Nous avons choisi les mêmes tournois pour les jeunes et pour les adultes, répartis dans sept départements d'Occitanie, à savoir l'Ariège, l'Aveyron, la Haute-Garonne, le Gers, les

Hautes-Pyrénées, le Tarn et le Tarn-et-Garonne », précisait de son côté Anne-Marie Maurette, vice-présidente de la Ligue, en charge de la compétition et du sport.

Pour le circuit principal, ouvert aux dames et messieurs toutes catégories (de 14 ans à 70 ans), seuls les licenciés de Midi-Pyrénées, Côte basque Béarn Lan-

des (CBBL), Guyenne, Limousin, Languedoc-Roussillon et Auvergne pourront prétendre au classement final, dans lequel huit joueuses et huit joueurs disputeront le Masters de fin d'année (date et lieu à déterminer). Voici les dix-neuf étapes restantes du circuit principal : Muret 1er-22 avril, TAC Toulouse 1er-18 juin, Saint-Jean 3-21 juin, AT

Montauban 1er-21 juin, UA Tarbes 6-24 juin, USSP Albi 12 juin-1er juillet, Pamiers 17 juin-2 juillet, Stade Toulousain 18 juin-5 juillet, Villemur 24 juin-9 juillet, Auch 8-23 juillet, L'Isle-Jourdain 13-30 juillet, Eauze 26 juillet-9 août, Villefranche-de-Rouergue 28 juillet-10 août, Ax-les-Thermes 9-23 août, Capdenac-Gare 10-26 août,

Martres-Tolosane 11-29 août, TC Albi 21 août-10 septembre, US Colomiers 29 août-17 septembre, Balma 7-24 septembre. Voici les dix-huit étapes restantes du circuit jeunes : Pamiers 1er-8 avril, Albi 3-14 avril, TAC Toulouse 15-21 mai, USSP Albi 15-31 mai, Balma 7-21 juin, UA Tarbes 10-24 juin, AT Montauban 10-28 juin, Capdenac

24 juin-1er juillet, US Colomiers 30 juin-14 juillet, Muret 1er-8 juillet, Villemur 1er-9 juillet, Blagnac 1-2 juillet, Auch 8-23 juillet, L'Isle-Jourdain 13-30 juillet, Eauze 26 juillet-9 août, Villefranche-de-Rouergue 28 juillet-10 août, Martres-Tolosane 11-29 août, Stade Toulousain 21 août-6 septembre.

C.-H. O.



Hier soir, dans le hall de notre journal, les présidents de clubs et les membres de la Ligue Midi-Pyrénées n'ont pas échappé à la traditionnelle photo de famille. / Photo DDM, Michel Labonne

La vérité sur les emplois familiaux des députés

08 FEV. 2017

l'essentiel L'affaire Fillon a mis au jour les pratiques des députés qui emploient des membres de leur famille comme collaborateurs parlementaires. En Haute-Garonne, ils sont plusieurs dans ce cas.

Plusieurs des dix députés de la Haute-Garonne emploient comme assistant parlementaire leur conjoint ou un de leurs enfants. « Ce n'est pas illégal dès lors que le travail est réel et ce n'est pas non plus « illégitime », juge Kader Arif, député de la 10e circonscription, quand « cela correspond à une compétence et que la rémunération reste dans la norme. »

À l'épouse de François Fillon, c'est un éventuel emploi fictif qui est reproché, ce qui est encore autre chose, mais, indirectement, c'est aussi la question des emplois familiaux que cette affaire a mis en lumière. Que font concrètement les intéressés et pour quelle rémunération ? Les parlementaires concernés ont tous répondu à nos sollicitations. Députée PS de la 4e circonscription, Martine Martinel a loupé son permis de conduire et n'a pas éprouvé le besoin de le repasser, surtout en habitant longtemps Paris. Aujourd'hui, pour se déplacer dans sa circonscription, le soir et le week-end, en dehors des heures de travail de ses assistantes à temps plein, c'est à son mari, retraité, qu'elle a recours. Soit 40 heures par mois, pour un traitement de l'ordre de 400 à 450 €. « Avec ces horaires, j'aurais du mal à trouver quelqu'un. Le taxi serait plus coûteux. » Et, expose-t-elle, « c'est aussi une façon de passer du temps ensemble » autour d'un intérêt commun.

« Quand on s'est rencontré, c'était mon directeur de campagne. Il est devenu mon mari par la suite », raconte Françoise Imbert (PS, 5e circonscription). Dé-

« Pourquoi interdire l'embauche d'un conjoint quand il a les capacités ? »

putée depuis 1997, elle se dit satisfaite d'avoir voté le non-cumul des mandats et d'autres « réglementations de la vie politique. Mais pourquoi interdire l'embauche d'un conjoint ou enfant quand il a les capacités ? » Son mari, Michel, maire d'un village du canton de Cadours, effectue 40 heures de travail pour quelque 600 €. « Le métier de ma fille, c'est la communication. Et c'est ce qu'elle fait pour moi avec la veille des réseaux sociaux, la lettre du député, les documents de bilan de mandat », explique Monique Iborra (En Marche !, 6e circonscription). Une tâche exercée à mi-temps pour environ 1 500 € par mois, parfois « le soir et le week-end ». Pour Patrick Lemasle (PS, 7e circonscription), qui ne se repré-

sentera pas après 20 ans de mandat, il n'est pas question « d'emplois familiaux » mais « d'emplois normaux et effectifs ». Sa fille qu'il emploie depuis trois ans est « qualifiée » et exerce, pour environ 2 000 € par mois, un « réel travail », de même qu'une autre fille qui a effectué un remplacement d'été pour maintenir la permanence ouverte. Kader Arif (PS, 10e circonscription) a embauché à mi-temps une de ses filles pour 900 € par mois pour des tâches classiques d'assistant. Le député fait valoir notamment « le besoin d'une relation de confiance » mais aussi le goût de sa fille « pour la chose politique » et son envie, comme dans d'autres professions, de marcher sur les pas de ses parents. Contactés, les autres députés ont indiqué ne pas compter d'emplois familiaux parmi leurs assistants.

Jean-Noël Gros

DEPUIS 2012, BLANDINE MOUDENC TRAVAILLE DANS L'OMBRE DE SON MARI

Sur son profil Viadeo, elle apparaît toujours sous l'identité qu'elle utilisait lorsqu'elle était l'assistante parlementaire de son époux. Mariée en 1990, Blandine Moudenc s'appelait Blandine Roman, son nom de jeune fille, lorsque de juillet 2012 à mars 2014, elle a fait partie de l'équipe des collaborateurs du député de la 3e circonscription de Toulouse. À l'époque, Jean-Luc Moudenc employait Arnaud Mounier et une secrétaire dans sa permanence locale, et un assistant à Paris. Diplômée de Sciences Po Toulouse, Mme Moudenc est recrutée, indique-t-elle aujourd'hui à « La Dépêche du Midi », « pour m'occuper de la boîte mail du député ». Le plus souvent, c'est elle qui gère les courriers qu'elle ou administrés adressent au parlementaire et chef de

l'opposition municipale toulousaine. « L'emploi de mon nom de jeune fille évitait les jugements », explique l'épouse de Jean-Luc Moudenc.

« Je ne veux pas être lynchée »

Son salaire mensuel de l'époque ? Elle accepte de nous en donner le montant et tient d'ailleurs ses bulletins de salaire à notre disposition. Elle souhaite, en revanche, que cette information ne soit pas diffusée dans nos colonnes, pour ne pas s'exposer, dit-elle, « à un lynchage public ». En mars 2014, Jean-Luc Moudenc remporte son duel avec le socialiste Pierre Cohen et redevient maire de Toulouse. Deux mois plus tard, il est élu député. Le nouveau patron du Capitole et président de l'agglomération nomme son épouse cheffe de

cabinet adjointe à Toulouse Métropole. Au cœur de l'été 2014, à la faveur d'une réorganisation du premier cercle des collaborateurs du maire-Président, Blandine Moudenc est promue. Elle devient cheffe de cabinet à la Métropole, l'équivalent de Michel-Paul Monredon au Capitole. Sa rémunération est alignée sur celle qu'elle percevait lorsqu'elle était attachée parlementaire. Interrogée par « La Dépêche du Midi », Mme Moudenc confirme n'avoir pas été mise en concurrence avec d'autres profils lorsqu'il s'est agi de pourvoir ce poste pour lequel elle se considère légitime : « Nous faisons partie de la même équipe, nous avons tout vécu ensemble », conclut l'épouse de Jean-Luc Moudenc.

Lionel Tanaride

Les collaborateurs parlementaires en 2016

Une fonction instaurée en 1976

Aussi appelé « assistant » et « attaché », le « collaborateur » seconde le parlementaire dans les tâches directement liées à son mandat (secrétariat, rédaction de discours, propositions de loi, amendements, etc.)

6 sur 10 sont des femmes

42 ans
âge moyen

3 300 € par mois en moyenne

Le parlementaire est un employeur individuel (recrutement, licenciement, conditions de travail...). Il bénéficie d'une dotation mensuelle dite « crédit collaborateur ».

Montant du crédit alloué à chaque parlementaire, en € par mois

9 561

7 593,39

Salaire mensuel brut moyen d'un collaborateur à temps plein, en € par mois

3 351,90

3 248

Assemblée nationale
Sénat

Des limites concernant l'emploi de membres de la famille*

Limité à 5 collaborateurs membres de la famille

4 780,50

Salaire mensuel individuel limité à 1/2 du crédit

Limité à un seul collaborateur membre de la famille

2 531,13

3 796,70

Salaire mensuel individuel limité à 1/3 du crédit, sauf si domiciliation fiscale distincte, alors limite à 1/2

* Les charges patronales, les indemnités de fin de contrat, les primes d'ancienneté et les dépenses de formation sont aux frais de l'Assemblée et ne sont pas incluses dans ce montant. ** Mari, femme, parents, enfants et leurs conjoints. Note : les collaborateurs peuvent être employés par plusieurs parlementaires. C'est le cas de 64 collaborateurs de députés. Sources : Assemblée nationale, Sénat, syndicat SNCP-FO, association ACS, Public Sénat

questions à



Roland Cayrol, politologue

Faut-il réformer les moyens attribués aux parlementaires ?

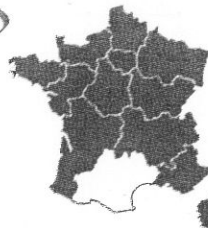
Clairement oui. L'affaire Fillon montre l'urgence d'intervenir. D'abord au niveau du statut de l'élu. Pour lui garantir une vraie indépendance il faut lui donner un statut, ce qui comprend son reclassement quand il cesse d'être parlementaire. Ensuite sur ses capacités de travail : la possibilité d'employer des collaborateurs familiaux existe depuis 1975, sur le modèle du congrès américain. Mais cela suppose un contrôle strict du travail accompli, ce qui n'est pas le cas. Il faut donc interdire l'embauche de collaborateurs familiaux ?

Oui, ce sont des pratiques d'un autre âge. Ça ne supprimera pas les abus mais au moins ça traduira une volonté de faire évoluer le système. Il faut prendre exemple sur les autres pays d'Europe, l'Allemagne notamment.

Au fond pourquoi les élus emploient-ils des membres de leur famille ?

D'abord parce qu'ils ont confiance en eux. Ensuite pour une raison moins avouable : pour augmenter la rémunération du foyer. Il existe aussi d'autres avantages comme l'indemnité représentative de frais de mandat. Elle aussi doit faire l'objet d'un contrôle plus strict.

Sébastien Marti



08 FEV. 2017

Toulouse lance son téléphérique urbain

Conception, réalisation, maintenance : le marché a été signé lundi.

DIX MINUTES pour relier l'université Paul-Sabatier de Toulouse (Haute-Garonne) à l'Oncopole, en passant par le CHU de Rangueil, par la voie des airs, au lieu de trente minutes en voiture ou en bus. C'est la promesse de l'installation du téléphérique urbain sud, dont le contrat a été signé lundi entre la Société de la mobilité de l'agglomération toulousaine et le constructeur français Poma, pour 114 M€.

Sur un tracé de 2,6 km, ce téléphérique, qui pourra transporter 1 500 voyageurs par heure dans chaque sens, enjambera des obstacles naturels comme la Garonne et la colline de Pech-David. L'infrastructure est conçue pour fonctionner en cas de vent, jusqu'à 108 km/h,

et sera mise en service en 2020. A terme, l'intérêt de ce transport propre est d'être connecté aux trois lignes de métro de la Ville rose.

ENQUÊTE PUBLIQUE EN 2018

Le doublement programmé de la longueur de la station Basso-Cambo permettra d'accueillir le téléphérique pour créer une correspondance avec la ligne A du métro. L'enquête publique sur ce projet sera lancée en 2018 et les travaux, d'une durée d'un an et demi, devraient commencer au troisième trimestre de cette même année.

Un téléphérique urbain de ce type est en service à Brest depuis novembre 2016, mais il a connu quelques couacs.

JULIE RIMBERT



TISSÉO-SMTC/SMAT/GROUPEMENT POMA

Le projet de téléphérique à Toulouse (Haute-Garonne) devrait se concrétiser avec le début des travaux, au troisième trimestre 2018.